

## Vent de casse sur le ministère des Finances !

### Agents de la Douane et de la DRFiP, même combat !

A peine entérinées les recommandations du comité pour l'action publique dit « 2022 » commandé par le gouvernement Philippe-Macron, le ministre Darmanin envisage de « grands travaux » pour le ministère...

Nouvelle cartographie pour la DGFIP et transfert de missions pour la DGDDI sont les principales mesures, mais sont aussi programmés transferts des agent.e.s de la DGCCRF dans les services généraux des préfectures, précarité accrue à la Banque de France, etc. Pour le ministre Darmanin et les directeurs généraux qu'il a récemment installés dans les principales administrations de Bercy, la modernisation de l'action publique, doit et devra être, un grand « chamboule-tout » général !

Les annonces faites en juin dernier pour la DGFIP sont, tout de même, sans précédent : objectifs de supprimer près de 1100 trésoreries, plus d'une centaine de services fiscaux (services des impôts des particuliers et des entreprises, cadastre, enregistrement...), et des services du contrôle fiscal (brigade de vérifications, de recherche, pôle de contrôle...).

A la DGDDI, c'est l'application stricte du rapport Gardette, administrateur général des Finances, qui a pour ambition de créer à terme une agence comptable et de recouvrement unique pour les cotisations sociales et fiscales... Tout un programme libéral qui aura pour effet de noyer les cotisations de la Sécurité sociale dans le budget de l'État ! Ce rapport préconise ni plus ni moins que le transfert des missions fiscales et du recouvrement douanier vers la DGFIP



En somme, un grand bouleversement qui ne pourra que remettre en cause l'identité de la Douane dans le ministère voire son existence même ! Après avoir vidé les bureaux de douanes de leurs missions depuis 2008 en centralisant le dédouanement ainsi que les missions fiscales et les contributions indirects, les transferts annoncés de missions fiscales à FiP constituent une vaste opération de passe-passe pour dégager et détruire une masse historique d'emplois !

Les missions et le service public rendu à la population sont les grands perdants de ce meccano géant. Toutes les administrations de Bercy sont dans la tourmente et les futures restructurations se feront au rabais.

### Toujours plus de réforme contre l'emploi à Bercy mais avec moins de droits et garanties pour les agents !

Qu'on en juge ! La loi Dussopt sur la fonction publique, votée en juillet, contourne le statut de la fonction publique, réduit les possibilités de défense collective et les droits des agents en termes tant de carrière que de santé et sécurité au travail par l'affaiblissement des commissions administratives paritaires (CAP) et la suppression des comités d'hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT). Cette loi encourage et accentue la précarité avec des contrats à durée déterminée non renouvelables, ne permettant ni l'accès au CDI, ni à la titularisation.

L'annonce de 5000 suppressions d'emplois à la DGFIP et à la DGDDI (648 ETPT) d'ici trois ans ne se fera pas sans une mobilité accrue des personnels... mais pas obligatoirement au sein du même ministère !

Il est déjà dit aux douaniers qu'ils ne pourront pas suivre leurs missions et que les articles sur la mobilité inter-fonction publique au niveau départemental voire régional (13 départements pour l'Occitanie) s'appliqueraient dorénavant sur Bercy !



Deux poids, deux (dé)mesures...

Évidemment, ces restructurations se font sans associer les agents. Pourtant leur impact et conséquences sur la vie et les conditions de travail des collègues concernés est indéniable. Elles vont profondément remettre en cause l'avenir professionnel et personnel des collègues des 17 trésoreries de la Haute-Garonne dont la fermeture est programmée et des services douaniers qui vont perdre leurs missions fiscales sur la zone de l'ex-région Midi-Pyrénées !

Les missions de contrôle au sein du Ministère de l'économie et des Finances sont essentielles au bon fonctionnement de l'État et à l'égalité entre citoyens : lutte contre la fraude fiscale, contre les trafics d'armes, le blanchiment d'argent, protection des consommateurs et des citoyens des risques sanitaires ou environnementaux, contrôle de la dépense publique, des établissements bancaires...

### **Ces dernières années ont pourtant été marquées par une remise en cause de ces missions régaliennes et ça continue !**

La CGT revendique la mise en place d'un maillage efficace de services de contrôle avec une organisation nationale permettant une mise en œuvre identique sur l'ensemble du territoire. Il est indispensable de ré-équiper toute la chaîne du contrôle. Cela passe principalement par des moyens humains accrus afin d'accueillir et informer, gérer correctement les dossiers, mieux contrôler, assurer les missions contentieuses.

Il est urgent de donner des moyens juridiques, humains, de formation... suffisants pour lutter contre la fraude économique, fiscale et sociale, les atteintes à la loyauté des transactions commerciales et aux droits des consommateurs, les trafics illicites sous toutes leurs formes.

***Le 14 novembre, l'ensemble des personnels des finances doit être en grève et en manifestation pour marquer leur résistance à ces plans néfastes pour les missions, les emplois et les services publics.***

**Retrait du plan Darmanin**

**Mise aux oubliettes du rapport Gardette !**

**Des emplois et des moyens pour des administrations de Bercy au service des citoyens**

**Tous et toutes en grève et en manifestation le 14 novembre à Paris**

